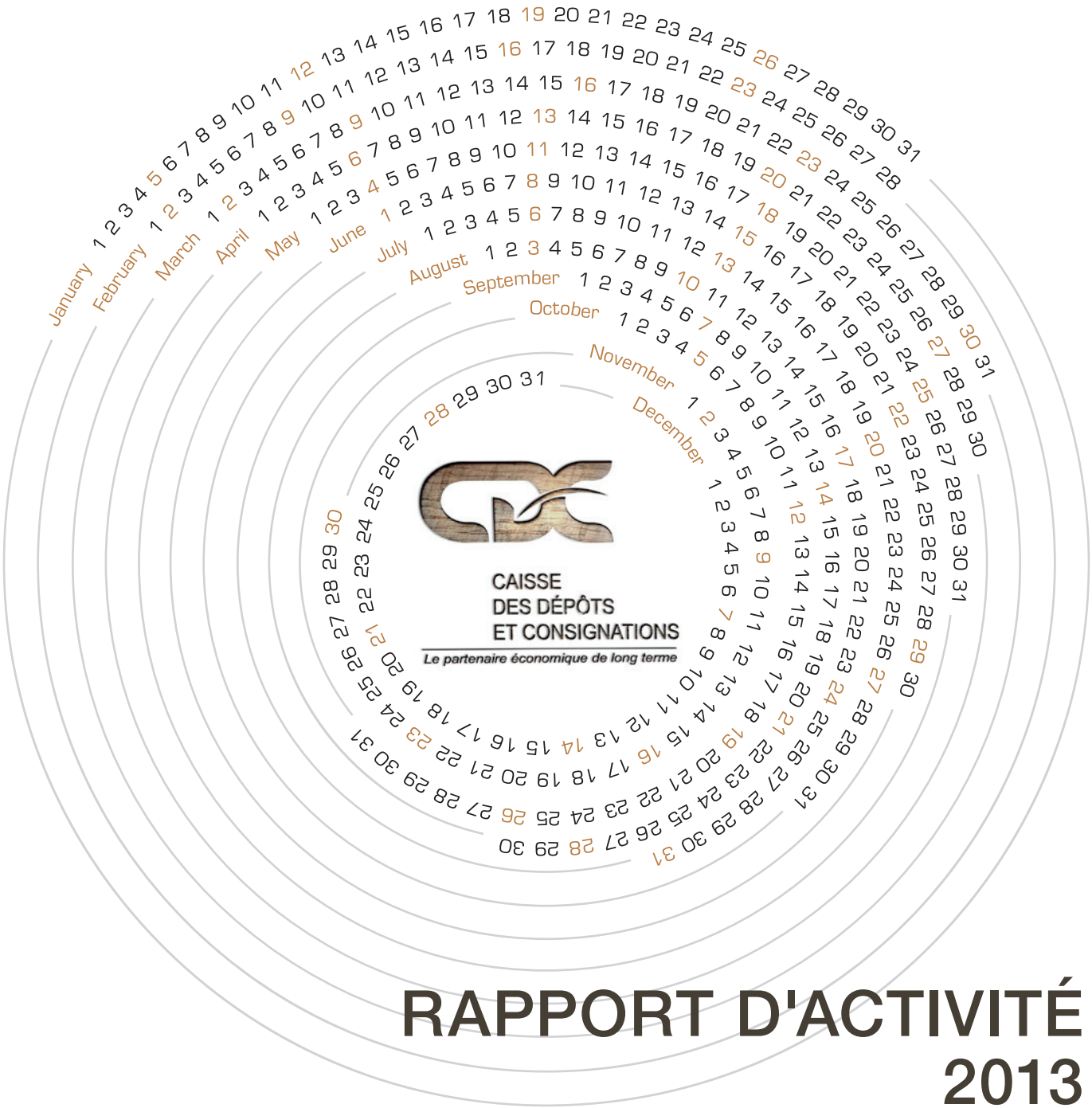


RAPPORT D'ACTIVITÉ
2013

RAPPORT
D'ACTIVITÉ 2013

UNITI
PROGREDIEMUR
UNION
TRAVAIL
JUSTICE

EXTRAITS DU DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

(. . .) Le maître mot de ces trois journées d'échanges et de partage d'expériences est

« Transformation ».
- Transformation des mentalités qui nécessite du courage et de la détermination pour questionner notre leadership mais aussi nos populations dans leur engagement pour une Afrique qui prend son destin en main ;

- Transformation des ressources naturelles sur le sol africain qui nécessite, et tout le monde s'y accorde désormais, la maîtrise des technologies et la mobilisation des capitaux pour assurer un développement économique durable pourvoyeur d'emplois et de produits « made in Africa ».

Ces transformations, Mesdames et Messieurs, ne peuvent aboutir que si le Travail est érigé en valeur cardinale.
Oui, ayons la lucidité de reconnaitre qu'il nous faut, pour y parvenir, apprendre à respecter la parole donnée, à respecter les délais d'exécution, à respecter les normes de fabrication et les standards internationaux.

Cela contribue aussi à l'amélioration du climat des affaires et à la compétitivité de nos économies pour une Afrique qui gagne.

"DE L'AUDACE ET DU TRAVAIL POUR REUSSIR TOUTES LES TRANSFORMATIONS".

J'espère que la jeunesse africaine que nous avons entendue, ici, à Libreville, à l'occasion du premier sommet des citoyens africains, l'aura également compris.

Date : ***25 Mai 2014***
Extraits du Discours : DE **S.E.M ALI BONGO ONDIMBA,** PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.
CLÔTURE DU NYFA 2014.

LE MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est née de la vision du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, qui considère que la construction d'une économie solide de type émergent ne peut se réaliser sans un secteur financier national public et privé moderne, dynamique et diversifié.

Dans le prolongement de cette vision, les dirigeants de la CDC se sont forgés la conviction de faire de cette Institution Financière publique, créée sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial, un investisseur et un prêteur de long terme susceptible de contribuer efficacement à la dynamisation des secteurs économiques et sociaux, et d'intervenir dans la réalisation des opérations d'intérêt public.

Après trois années d'activité, la CDC présente le visage d'une institution opérationnelle dans la mise en œuvre de ses principaux métiers. Elle a su se faire une place dans le concert des institutions financières locales et des investisseurs institutionnels de long terme, y compris sur le plan international, et réalise des performances axées sur une trajectoire vertueuse. La démarche de la CDC vise d'abord la réalisation continue de résultats positifs permettant de consolider son assise financière, ensuite le positionnement sur des secteurs économiques clés ayant une inclinaison sociale, et enfin la création de valeur ajoutée et d'externalités positives sur différents créneaux d'activités.

Après les années 2011 et 2012 passées à asseoir les bases de l'activité sur le plan opérationnel et à expérimenter l'accomplissement des métiers, l'exercice 2013 s'est caractérisé par la stabilisation et la validation des schémas de production mis en place, en prélude à un plus grand approfondissement et à l'élargissement de la sphère couverte par les différentes activités. C'est ainsi que plusieurs audits, portant autant sur la plateforme informatique globale que sur les outils et procédures spécifiques aux métiers ont été diligentés et permis de dégager des solutions d'amélioration en cours d'implémentation.

Pour ce qui est des réalisations des métiers, l'exercice qui s'achève aura également permis à la CDC d'élargir le périmètre de l'activité de consignations, et de faire son entrée ou accroître sa présence par des prises de participations dans de nouveaux secteurs économiques à haute valeur ajoutée tels que les TIC ou les services héliportés. D'autres prises de participations, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire, visaient également à favoriser la vitalité du marché financier régional.
Dans le même temps, le dynamisme des placements à court terme, notamment auprès du secteur bancaire a été maintenu, et les financements accordés aux organismes publics ont considérablement été augmentés, avec le double objectif de rentabilité financière et de satisfaction de l'intérêt général.

La dimension sociale et sociétale des interventions de la CDC s'est matérialisée par l'initiative de salubrité publique de proximité « J'aime ma ville au sens propre » portée par ses équipes, ainsi que par le portage de la participation de l'Etat dans le capital de la société Clean Africa.

" LA CREATION DE VALEUR DEMEURE LE LEITMOTIV DE LA CDC. "

Elle s'inscrit dans sa vision et est objectivée chaque année dans le cadre des plans de gestion opérationnels. Aussi, conformément au cap fixé, l'exercice 2014 va connaître une intensification de la mise en œuvre des métiers avec un objectif général de diversification et de rééquilibrage du portefeuille global des actifs, et des objectifs particuliers visant la spécialisation et la professionnalisation accrues des métiers, en vue d'un service de qualité.

La CDC recherche singulièrement dans ses interventions, un ciblage plus précis des domaines d'activité en alignement avec la stratégie d'investissement humain priorisée et portée par les pouvoirs publics.

ALAIN DITONA MOUSSAVOU
Administrateur Directeur Général

SOMMAIRE

CADRE ECONOMIQUE ET REGLEMENTAIRE DE L'EXERCICE — P. 13

- IDENTITE — P. 15
- PRINCIPAUX METIERS — P. 16
- GOUVERNANCE — P. 16
- COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION — P. 17
- PILOTAGE DES ACTIVITES — P. 17
- ETHIQUE, DEONTOLOGIE ET VALEURS — P. 18

ORGANISATION ET CADRE D'ACTIVITE DE L'INSTITUTION — P.23

- ORGANIGRAMME STRUCTUREL — P. 25
- EVOLUTION STRUCTURELLE ET ORGANISATIONNELLE — P. 26
- RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES — P. 27
- RENFORCEMENT DU PILOTAGE — P. 28
- POLITIQUE RH — P. 29

PRINCIPALES REALISATIONS DES METIERS — P.34

MOBILISATION DES RESSOURCES (METIERS DU PASSIF) — P.36

- GESTION DES DEPÔTS DES ORGANISMES PUBLICS — P. 36
- TRANSFERTS DE BOURSE ET AUTRES FONDS — P. 37
- TENUE DE COMPTES DES PROFESSIONNELS — P. 37
- CONSIGNATIONS — P. 38
- RECOUVREMENT COTISATIONS FNH — P. 39

DYNAMISATION DES RESSOURCES (METIERS DE L'ACTIF) — P.40

- PLACEMENTS — P. 40
- FINANCEMENTS — P. 41
- PRISES DE PARTICIPATIONS — P. 41
- INVESTISSEMENTS REELS — P. 42

COOPERATION ET PARTENARIATS — P.45

PERSPECTIVES 2014 — P.51

- PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES — P. 52
- PRISES DE PARTICIPATIONS — P. 52
- SECURISATION DU PORTEFEUILLE DES INVESTISSEMENTS — P. 52

SITUATION FINANCIERE ET COMPTABLE — P.55

Les Chiffres Clés

Total Fonds Propres :
41 394 302 055 F CFA
en hausse de
48 %

Résultat Net :
5 195 198 730 F CFA
en hausse de
223 %

Coefficient
d'exploitation :
47 %

Investis
53 926 54
en ha
16

ssements :
5 139 F CFA
usse de
6 %
Rentabilité
des actifs :
10%
en hausse de
117%
Rentabilité
des fonds propres :
13 %
en hausse de
117 %
Volume
des ressources longues :
95 367 905 129 F CFA
en hausse de
21 %

12977.09
13296.43
17

CADRE ECONOMIQUE & REGLEMENTAIRE DE L'EXERCICE

1

- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL
- IDENTITE
- PRINCIPAUX METIERS
- GOUVERNANCE
- COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- PILOTAGE DES ACTIVITES
- ETHIQUE, DEONTOLOGIE ET VALEURS

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

A la suite du rétablissement de l'économie mondiale en 2012, l'activité au premier trimestre 2013 a semblé marquer l'amorce d'une nouvelle phase de croissance. Cette tendance a été contrariée par les chiffres de fin de période avec un taux de croissance économique mondial qui s'est établi légèrement au-dessus de 3% soit quasiment au même niveau qu'en 2012.

Une demande intérieure bien plus faible dans les pays développés, une croissance molle dans plusieurs grands pays émergents, ainsi qu'une récession plus prolongée dans la zone euro en sont les principales raisons. Prévue pour s'accélérer et se stabiliser aux alentours de 4,5%, la croissance africaine est demeurée résiliente et plafonne à 4 % en 2013 ; niveau qui demeure certes supérieur d'un point de base à la croissance du monde, mais reste encore loin des performances moyennes d'avant la récession de 2009. On note une disharmonie des évolutions par pays marquée par des signes d'essoufflement du dynamisme dans certaines régions, notamment dans les pays fortement intégrés aux marchés mondiaux ou dans ceux qui sont pénalisés par les tensions économiques et sociales ; et des trends vertueux dans d'autres pays.

Les pays de la CEMAC laissent entrevoir un ralentissement de la croissance et affichent un taux de croissance régional inférieur à 3% à fin 2013, en net repli par rapport aux prévisions initiales à plus de 5%. Cette décélération s'accompagne d'un fléchissement des tensions inflationnistes malgré le relatif dynamisme de la demande conjugué à la hausse des prix de produits alimentaires dont l'offre locale reste très limitée.

Sur le plan national, 2013 a permis de confirmer le dynamisme des activités non pétrolières dans un contexte de baisse continue de la production pétrolière et de modération des cours mondiaux du brut. Le produit intérieur brut a progressé de 5,5% avec une inflation de 0,6% en moyenne en conformité avec les critères de convergence de la CEMAC. Cette faible inflation serait par ailleurs soutenue par les mesures prises par le gouvernement dans sa politique de lutte contre la cherté de la vie. La croissance du secteur primaire se chiffre à 8,4% ; portée par le redressement des activités minières et la bonne tenue de l'activité agricole. Le secteur secondaire enregistre une progression évaluée à 10,6% contre 17% en 2012 ; et le secteur tertiaire maintient ses performances à 10%.

La situation de l'emploi demeure précaire avec un taux de chômage supérieur à 20%. Les tranches d'âge de 15 à 24 ans et de 25 à 34 ans demeurent les plus touchées respectivement à 46,9% et 32,8%. La nécessité de maintenir la stabilité monétaire et financière à court terme s'est traduite par une baisse de 50 points de base du taux d'intérêt des appels d'offre appliqué aux banques.

Cette décision repose sur l'examen des différents facteurs d'influence parmi lesquels le taux d'endettement estimé a 16% du PIB, et le taux de couverture de la monnaie, ajusté à 90%.

IDENTITE : UNE INSTITUTION FINANCIERE...

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) du Gabon est une institution financière, créée sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial. Elle est administrée par une Direction Générale dont la gestion est contrôlée par un Conseil d'administration, la gestion comptable et financière étant assurée par un Caissier Général. Ce statut juridique lui permet d'accomplir des missions de service public, de servir l'intérêt général et d'adopter des normes de gestion inspirées du secteur privé, fondées sur la bonne gouvernance et la performance. La CDC jouit d'une autonomie de gestion administrative et financière tout en étant placée sous la tutelle du Ministère en charge de l'Économie..

QUI SÉCURISE LES DÉPÔTS PUBLICS ET L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE ...

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a pour mission principale d'exercer la prérogative de **tiers de confiance** qui lui est dévolue dans ses textes fondateurs. A ce titre, elle assure la gestion des Dépôts réglementés, à savoir les fonds alloués aux institutionnels (reprise des missions anciennement dévolues à l'Agence Comptable Centrale des Dépôts (ACCD), en matière de domiciliation des dépôts des organismes publics en autonomie de gestion). La CDC procède ainsi à la conservation et la gestion des dépôts qui lui sont confiés. Il s'agit notamment des dotations et ressources affectées des régies de recette et d'avance, des projets et programmes publics, des administrations, entreprises et établissements publics etc...

La tenue des comptes des institutionnels se traduit concrètement par l'ouverture et la gestion des comptes de dépôt de cette clientèle, ainsi que par la mise à leur disposition de moyens de paiement adaptés à leur activité (ordre de virement, chéquiers, lettres chèques, etc…). La CDC procède aussi à la tenue de comptes des professionnels du droit et autres professionnels agissant en qualité de séquestre. Elle a vocation à protéger l'épargne règlementée.

A ce titre, elle doit mobiliser les dépôts réglementés composés des fonds détenus par les professionnels, les fonds admis en consignation, l'épargne populaire des caisses de retraite et les avoirs des épargnants sur livret. Afin d'assurer la sécurité des fonds réglementés, la CDC propose à sa clientèle une offre de produits bancaires spécifiques à leurs activités, tels que :

- Un Compte Fonds de Tiers, où sont logés les fonds de leur client dans le respect des obligations légales auxquelles ils sont soumis.

- Un Compte Office destiné à leur trésorerie professionnelle, auquel sont associés un ensemble de services financiers.

ET QUI ACCOMPAGNE LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL

La Caisse des Dépôts est un nouveau type d'investisseur public, investi des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales en matière de développement.

Elle est un **investisseur institutionnel** de long terme et un **incubateur de projets**. Pour remplir cette mission, la CDC a besoin de disposer de davantage de ressources longues qui lui permettront de devenir un soutien financier de référence en matière de promotion et d'acquisition immobilière et de financement des infrastructures, ainsi que pour assurer le financement au meilleur coût, du logement social et de l'aménagement du territoire.

PRINCIPAUX METIERS

La Caisse des Dépôts et Consignations est notamment en charge de gérer :

- Les dépôts réglementés des notaires, des huissiers, des mandataires judiciaires, et des autres professions juridiques ;
- Les dépôts correspondants aux subventions et ressources publiques affectées des organismes publics et privés ;
- Les dépôts reçus au titre des consignations et cautionnements d'origine judiciaire ou administrative
- Les revenus de certaines participations de l'Etat, les ressources affectées des correspondants du Trésor public, les ressources du fonds de péréquation des collectivités locales, les fonds de la réassurance, les fonds de contrepartie des projets et programmes publics, et les mandats spéciaux qui peuvent lui être confiés.
- Les fonds et valeurs confiés aux comptables publics et à leurs mandataires ;
- Les fonds correspondants aux financements locaux et extérieurs des projets et programmes publics ;
- Les régies d'Etat et des collectivités locales.

Elle a en outre pour missions d'assurer :

- Le service bancaire à sa clientèle et le refinancement bancaire ;
- Le financement de l'inclusion bancaire.
- le financement et la prise de participations dans les secteurs stratégiques ou porteurs ;
- le financement des projets des collectivités locales ;
- le financement du logement social ;
- les opérations de marché de capitaux ;
- la gestion d'actifs et de portefeuille pour le compte de tiers ;
- la réalisation d'investissements pour son propre compte ou pour le compte de tiers ;
- le soutien à la création de petites et moyennes entreprises (PME) innovantes;
- la gestion active de la trésorerie

GOUVERNANCE

La gouvernance de la Caisse des Dépôts et Consignations s'exerce à travers le Conseil d'Administration, de délibération et de contrôle qui fixe les orientations et les activités. A travers le Conseil, la CDC bénéficie d'une gouvernance de référence digne d'une société anonyme.

En plus du Conseil d'Administration qui se réunit aussi souvent que nécessaire (quatre fois l'an minimum),divers comités du Conseil ont été mis en place, à savoir :

- Le Comité de Bonne Gouvernance ;
- Le Comité d'Audit et Contrôle Interne ;
- Le Comité des Ressources Humaines et de Rémunérations;
- Le Comité de suivi et de recommandations.

Ces groupes se réunissent avant chaque Conseil d'Administration.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Membres :

Egide BOUNDONO SIMANGOYE,
représentant le Ministère de l'Économie

Serge MICKOTO,
représentant le Président de la République

Jean Christian OBAME NDONG,
représentant la Primature

Alexandre MATSINGA,
représentant le Ministère de l'Intérieur

Jean Fidèle OTANDAULT,
représentant le Ministère du Budget

Alphonse NKOROUNA,
représentant le Ministère de la Justice

Alain DITONA MOUSSAVOU,
es qualité

Maurice EYAMBA TSIMAT,
représentant l'Assemblée Nationale

Brigitte OTOUMOLONGUI,
administrateur indépendant

Lydie RELONGOUE,
Notaire représentant les professions juridiques

André Richard MOUSSOUNDA MIKALA,
représentant le Sénat.

Michel BOULINGUI,
représentant le Conseil Economique et Social.

Président du Conseil d'Administration :
M. Egide BOUNDONO SIMANGOYE

Vice-présidente du Conseil d'Administration :
Mme Brigitte OTOUMOLONGUI

Le contrôle de l'activité est également assuré par
- Les commissaires aux comptes
- La Cour des comptes

PILOTAGE DES ACTIVITÉS

Le pilotage permet à la Direction Générale de suivre et coordonner les activités des services à travers :

- Les comités de gestion (Comité exécutif, Comité de direction, Comité d'investissement, et Comité de gestion actif-passif),
- Le risk management s'appuyant sur le suivi d'une cartographie des risques de gestion par l'audit et le contrôle interne,
- La mise en oeuvre d'un outil d'évaluation de la performance des équipes ;
- L'implémentation d'un modèle de pilotage financier, permettant le suivi d'une allocation optimale des ressources et des risques de liquidité.

LA PERFORMANCE EST NOTRE CREDO DANS NOTRE DÉMARCHE DE PRODUCTION DE LA RICHESSE GAGE DE NOTRE PROSPÉRITÉ.

LA PROACTIVITÉ EST NOTRE CAPACITÉ À INNOVER ET À IMPULSER DES ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET TECHNOLOGIQUES DÉTERMINANTES.

LA CITOYENNETÉ EST LE LEITMOTIV QUI GUIDE NOTRE ACTION D'ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES EN VEILLANT AU RESPECT DES PERSONNES, DES RÈGLEMENTS ET DE L'ENVIRONNEMENT.

LA SÉCURITÉ EST NOTRE APTITUDE À TENIR NOTRE RÔLE DE TIERS DE CONFIANCE DE RÉFÉRENCE.

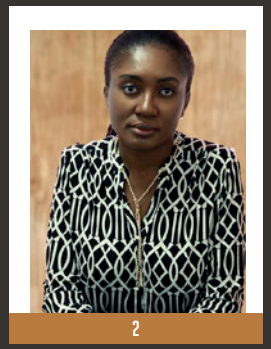
NOTES

L'ORGANISATION & LE CADRE D'ACTIVITE DE L'INSTITUTION

2

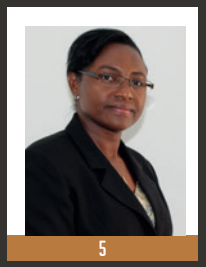
- ORGANIGRAMME STRUCTUREL DE LA CDC
- EVOLUTION STRUCTURELLE ET ORGANISATIONNELLE
- RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES
- RENFORCEMENT DU PILOTAGE
- POLITIQUE RH

1


2

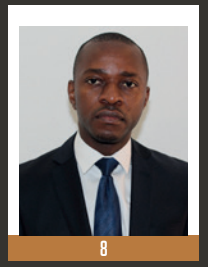
3

4


5

6

7


8

9

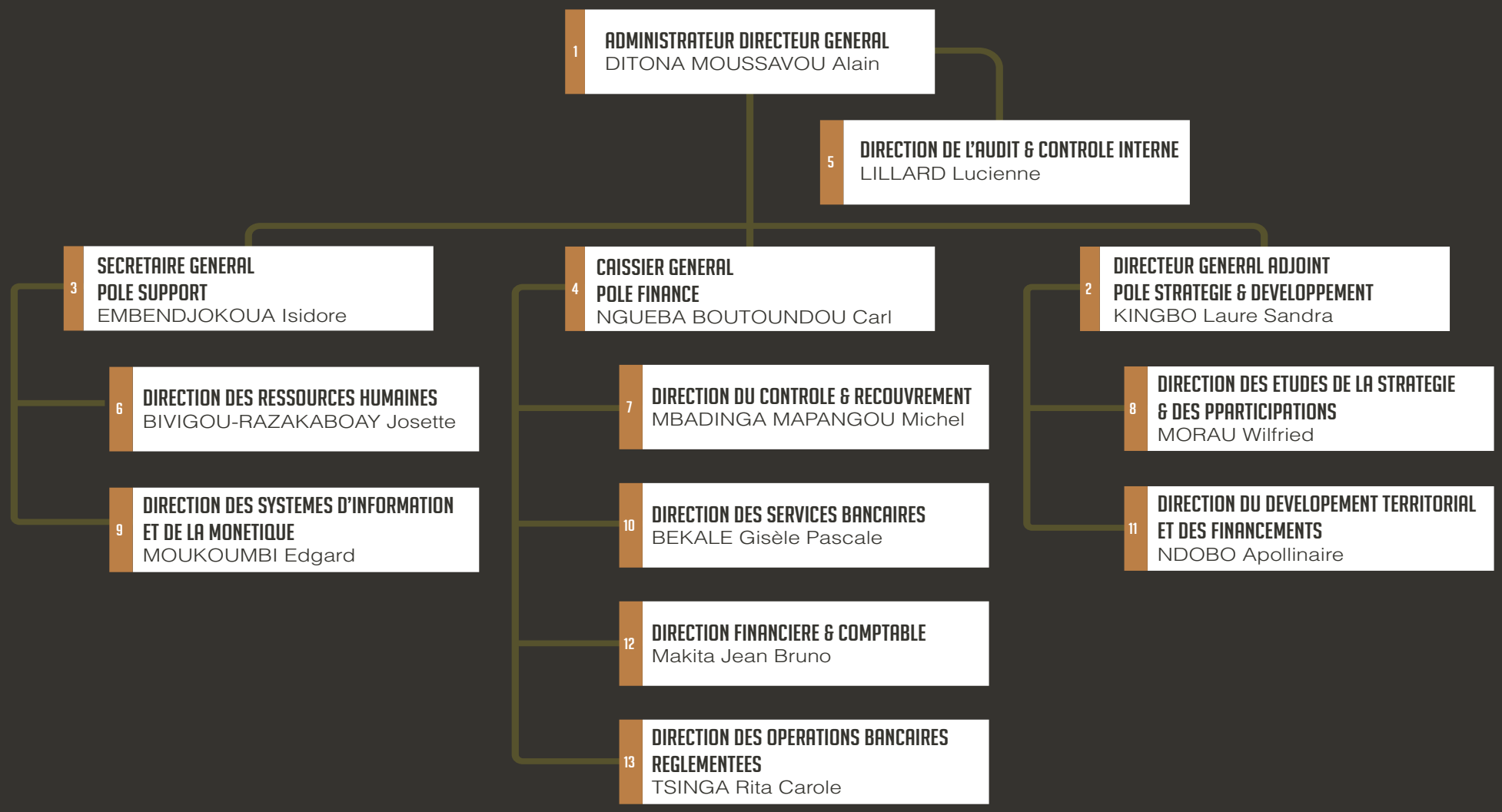
10

11

12

13

ORGANIGRAMME STRUCTUREL DE LA CDC



Dans une logique de finalisation des principaux chantiers visant à parfaire l'opérationnalité de l'Institution, les fonctions Support ont intensifié le rythme d'avancement des actions prévues en 2013, pendant que des audits de confirmation de la qualité des chantiers livrés et mis en production depuis le démarrage des activités étaient conduits.

EVOLUTION STRUCTURELLE ET ORGANISATIONNELLE

La finalisation de la réorganisation structurelle et fonctionnelle, qui vise le renforcement des capacités opérationnelles s'est traduite par l'adoption, d'une part; d'une structuration optimale de l'institution reposant sur trois pôles : un pôle Stratégie et Développement, un pôle Financier et un pôle Support.

D'autre part, par l'adoption d'une architecture métier distinguant ceux de la collecte des ressources et ceux de leur emploi, répartis entre les métiers financiers et les métiers techniques. Ces derniers faisant référence au développement territorial, et aux activités d'incubation et de conseil aux collectivités locales.

Cette évolution nécessaire de la structuration des services vise un meilleur ancrage de l'expertise liée au développement des différents métiers et une optimisation des processus de décision par fonction cible. Elle vise également à faciliter la lecture des performances des activités de même nature et à préparer la mutation du modèle de la CDC.

L'activité de ces trois pôles reste sous la supervision du Directeur Général qui regroupe autour de lui un ensemble de services ayant soit des missions de contrôles transversaux et bénéficiant d'une indépendance par rapport aux activités de production, soit des compétences de représentation de l'Institution dans ses relations avec les partenaires extérieurs.

La mise en ligne du site internet dont la construction a été initiée fin 2012 permet d'assurer une plus large promotion de l'identité de l'Institution, d'améliorer son accessibilité et de valoriser davantage son image de marque. Au cours des six derniers mois suivant sa mise en ligne, le site a été visité par près de 20.000 internautes.

La mise en production de manière progressive des différents outils qui sont rattachés à la fonctionnalité du site tels que l'e-banking pour ce qui est de la possibilité offerte à la clientèle en compte de réaliser des opérations en ligne, devrait se traduire par une plus grande productivité des services de la Caisse Générale et une réduction des coûts de transaction de la clientèle.

RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES

Il s'est traduit par la mise en place des outils dédiés à l'accomplissement des métiers et le renforcement des applications existantes. Au-delà de l'objectif général d'une plus grande productivité des services par un gain de temps et une optimisation des procédures, les applications développées visent également une plus grande mobilisation des ressources longues, au titre desquelles les consignations. Parmi les réalisations les plus productives, on note principalement :

L'INSTALLATION ET LA MISE EN PRODUCTION DE L'APPLICATION BARBEROUSSE VIREMENTS DE MASSE

ce projet de création d'une interface entre la plateforme de télécompensation Systac et le logiciel Sopra Amplitude permet de réduire considérablement les délais de traitement des virements de masse des organismes en compte en évitant la double saisie sur chaque plateforme. Dans ce cadre, il a été mis en place un espace web de transferts de fichiers générés depuis les différentes agences comptables. Dans le prolongement de cette application, le projet d'automatisation des remises de chèques des confrères après la compensation, a également été achevé.

LA MISE EN PLACE D'UN OUTIL DE GESTION DES REQUÊTES DANS SOPRA AMPLITUDE, LE LOGICIEL DE GESTION COMPTABLE UTILISÉ PAR LA CDC

La mise en service de cet outil est venue pallier l'urgence d'automatiser et de fiabiliser les extractions de données comptables et financières générées par Sopra Amplitude. Désormais, toute extraction quelque soit le besoin (ALM, contrôle de gestion, audit, etc.) se réalise de manière automatique et sécurisée.

LA MISE EN PLACE DE L'APPLICATION INFORMATIQUE THÉMIS

Cette application, pionnière dans le domaine de la gestion des consignations au Gabon, vise une gestion efficiente des consignations. Elle devrait pour cela être déployée au sein des postes comptables du Trésor public notamment à l'intérieur du pays.

Son usage devrait se traduire par une plus grande célérité dans la procédure de consignation / déconsignation.

RENFORCEMENT DU PILOTAGE

Le contrôle de la fiabilité et de l'efficience des outils et procédures de travail s'est poursuivie et s'est traduit par la mise en exécution du plan d'audit des activités, ainsi que du système informatique. Ces contrôles et audits ont permis de tester l'efficacité des outils développés par les Services d'audit et des dispositifs d'auto-contrôle afin de minimiser les risques opérationnels et garantir la qualité des prestations servies.

LA RÉALISATION DES AUDITS DU SYSTÈME D'INFORMATION PAR AFRILAND ET DELOITTE

Conduits dans le but de stabiliser et maîtriser l'évolution du système informatique dans son ensemble, ces audits se sont traduits par plusieurs recommandations parmi lesquelles la nécessité de mettre en production les modules Sopra Amplitude inexploités à ce jour mais dont l'utilité s'avère réelle ; mettre en place un outil de supervision de toute la plateforme et un outil de gestion du parc informatique.

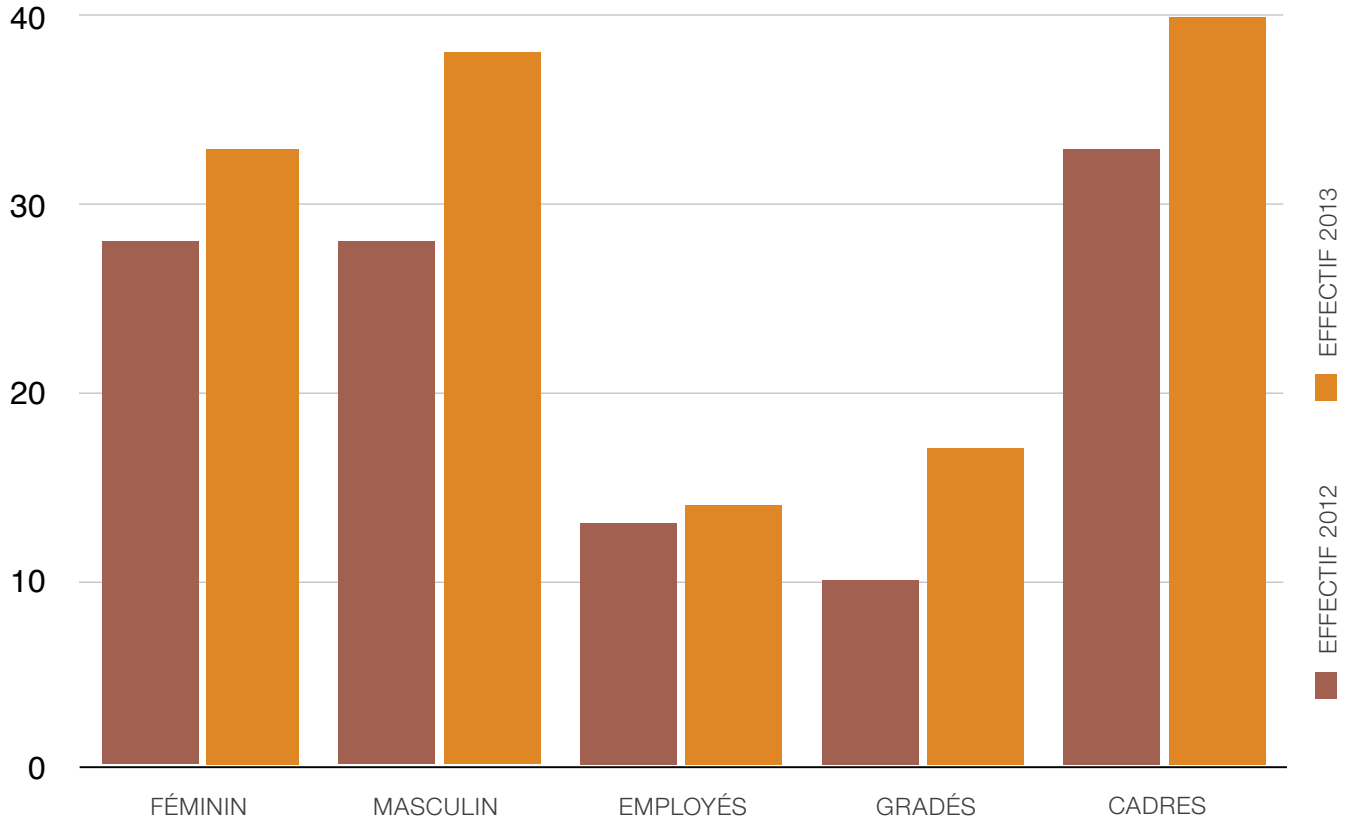
LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'AUDIT DES PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES DES SERVICES

Finalisé à 78%, l'audit des activités a permis de s'assurer de l'existence formelle de procédures, de leur régularité et leur respect. Au regard des premières conclusions des opérations, il a été décidé du recrutement d'un cabinet extérieur pour stabiliser et harmoniser les procédures, ainsi qu'assurer leur fiabilisation et leur ajustement aux normes du métier et de qualité ISO 9001.

POLITIQUE RH

Les nécessités de mise en exploitation de l'institution et de stabilisation du coefficient d'exploitation à un niveau viable ont justifié le rythme intensif des recrutements entre 2011 et 2012 alors que le Plan stratégique 2012-2016 fixait l'horizon d'atteinte de l'effectif cible permettant le fonctionnement optimal des unités opérationnelles en 2015. La politique de recrutement a donc reposé sur la logique de la consolidation, rythmée par la nécessité de procéder à des ajustements en fonction de la montée en charge de certaines activités et métiers, et de tenir compte des contraintes de gestion des espaces de travail auxquelles fait face la CDC.

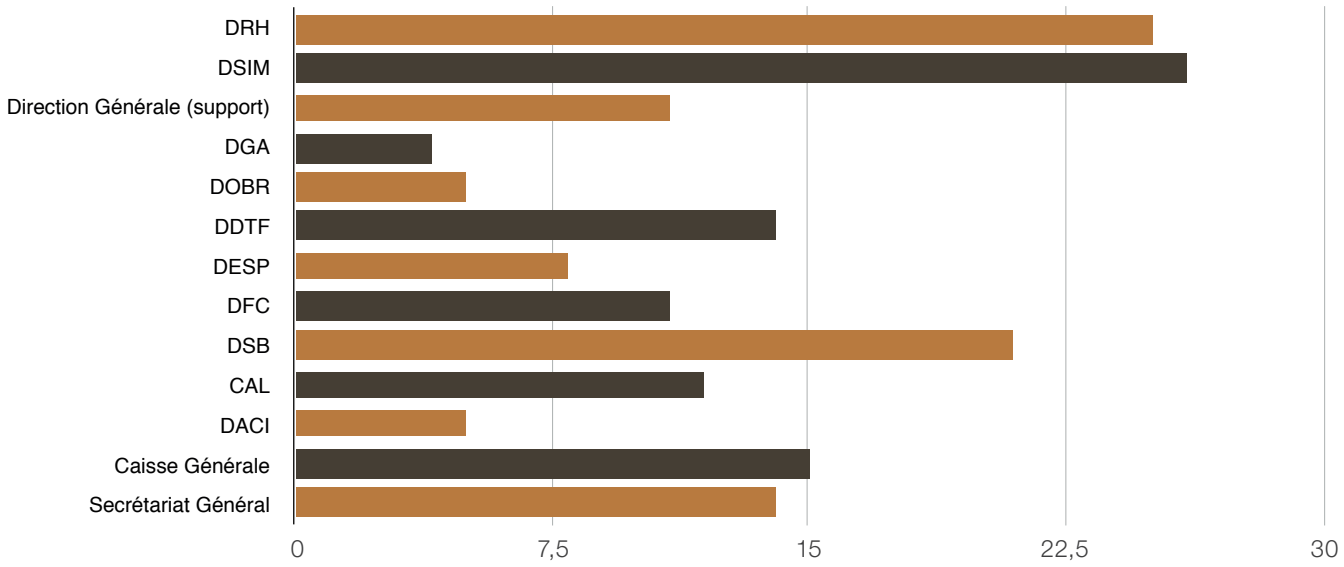
Dans le détail, les recrutements 2013 se caractérisent essentiellement par le remplacement de deux départs au niveau de la direction des Systèmes d'Information et de la Monétique, par la nécessité de pourvoir l'institution d'un service juridique et par le recrutement de profils spécialisés dans les opérations de transferts où l'urgence du retour à un rythme de fonctionnement normal se faisait sentir face à la tension observée au niveau du Service des Dépôts durant toute l'année 2012. Le plan de développement des compétences amorcé en 2011-2012 vise une plus grande productivité des ressources humaines. Sa mise en oeuvre a été poursuivie en veillant à respecter les rythmes et priorités de développement et d'approfondissement des métiers, en alignement avec le plan stratégique déclinant les choix d'interventions prioritaires de la CDC sur les 5 prochaines années.



EVOLUTION DES EFFECTIFS PAR GENRE ET PAR CATEGORIE

Direction / Service	2013		
	Effectif formé	Durée (en jours)	Coût CFA
DRH	3	25	12 458 400
DSIM	5	26	16 747 880
Direction Générale (support)	2	11	3 762 278
DGA	1	4	4 561 559
DOBR	1	5	200 000
DDTF	1	14	6 325 624
DESP	2	8	2 600 000
DFC	4	11	1 072 600
DSB	2	21	7 058 595
CAL	1	12	2 405 500
DACI	2	5	1 068 600
Caisse Générale	2	15	1 813 287
Secrétariat Général	2	14	1 616 250
Total	**28**	**171**	**61 690 573**

FORMATIONS, COÛTS ET EFFECTIFS FORMÉS PAR DIRECTION



DURÉE DES FORMATIONS PAR DIRECTION/SERVICE (EN JOURS)

Aussi, après un relatif équilibre en 2011-2012 dans l'orientation du budget formation (selon une double optique financière et hommes/jours) entre les fonctions support, métiers et de pilotage, l'exécution du plan de formation 2013 fait ressortir sur un plan global un ratio de l'effectif formé sur l'effectif total de 40% et une nette priorité accordée au pôle Support.

Cette inclinaison a pour but d'arrimer la plateforme technique et de soutien aux activités, au niveau d'exigence fixé aux métiers.

Au sein des métiers, on note une répartition quasi-égalitaire autant en termes d'effectif formé que de coût correspondant, entre les activités de mobilisation des ressources et celles d'investissement.

Dans l'optique d'élargir les capacités d'accueil et améliorer davantage le cadre de travail, il a été procédé à l'aménagement d'une surface de bureaux supplémentaire de 740 mètres carrés au voisinage du siège social permettant l'installation des 31 personnes travaillant précédemment sur le site éloigné du PHOEBUS.

Ce regroupement de l'ensemble des Services sur un même périmètre géographique génère des gains en termes de raccourcissement des délais de prise de décisions et d'accroissement de la productivité globale.

NOTES

PRINCIPALES
REALISATIONS DES METIERS

MOBILISATION DES RESSOURCES
(METIERS DU PASSIF)

- GESTION DES DEPÔTS DES ORGANISMES PUBLICS
- TRANSFERTS DE BOURSE ET AUTRES FONDS
- TENUE DE COMPTES DES PROFESSIONNELS
- CONSIGNATION
- RECOUVREMENT COTISATIONS FNH

PRINCIPALES REALISATIONS DES METIERS

3

DYNAMISATION DES RESSOURCES (METIERS DE L'ACTIF)

- PLACEMENTS
- FINANCEMENTS
- PRISES DE PARTICIPATIONS
- INVESTISSEMENTS RÉELS

MOBILISATION DES RESSOURCES

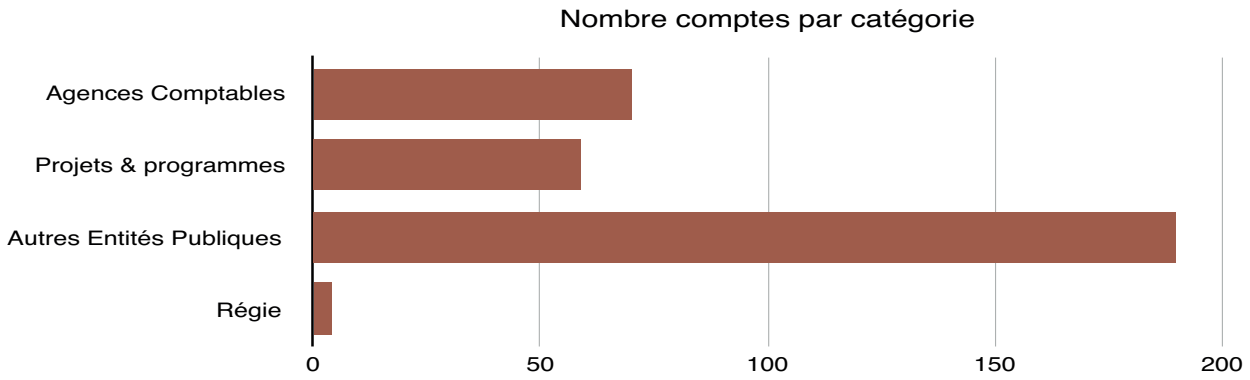
(METIERS DU PASSIF)

Dans la dynamique enclenchée au courant de l'exercice 2011-2012, les métiers de l'Actif et du Passif ont maintenu leurs efforts de mobilisation des ressources, tout en recherchant pour leur emploi, les meilleures opportunités de placement et d'investissement dans un environnement économique assez contrasté.

Les performances des métiers du Passif sont appréciables et laissent apparaître une relative stabilité du niveau global des ressources qui cache toutefois une certaine disparité des évolutions par catégorie de clientèle. On note un approfondissement significatif du champ couvert par les différentes activités.

ACTIVITE GESTION DES DEPÔTS DES ORGANISMES PUBLICS

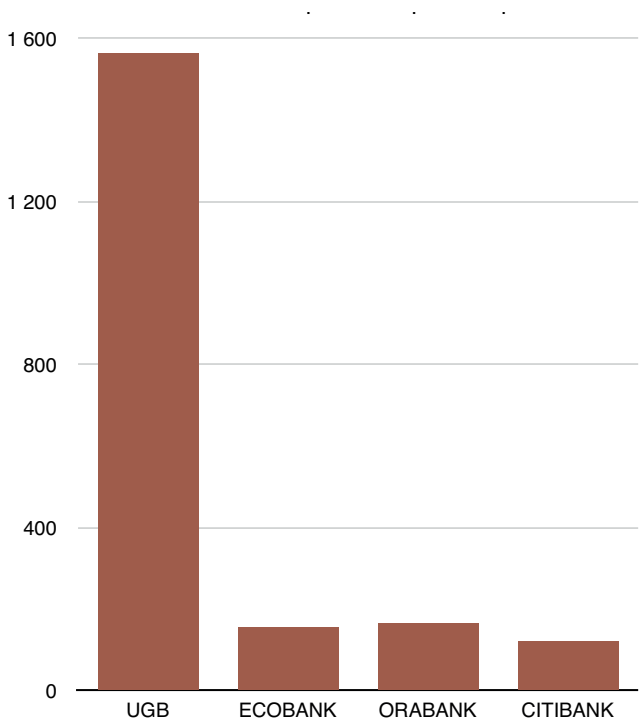
La hausse notable du volume d'activité, qui se traduit par le passage de 252 à 323 du nombre de comptes gérés entre 2012 et 2013, contraste avec la baisse considérable de l'encours total. Ce mouvement baissier est porté par la forte chute, de plus de 50% des dépôts des Agences comptables, consécutive aux mesures gouvernementales visant une plus grande rationalisation des mises à disposition des subventions publiques.



SEGMENTATION DES DEPÔTS DE LA CLIENTÈLE PUBLIQUE

ACTIVITE TRANSFERTS DE BOURSE ET AUTRES FONDS

Les opérations de transferts ont pris leur réel essor et connu une remarquable évolution courant 2013. Cette ascension est observable autant en ce qui concerne le nombre de transactions que les volumes en cause. La diversification des banques partenaires pour le traitement des opérations a permis d'optimiser les délais de traitements des opérations et de réaliser des gains de productivité.

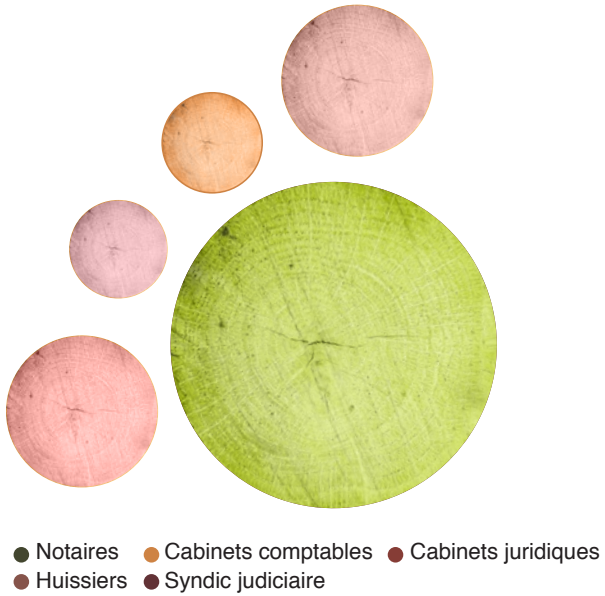


NOMBRE D'OPÉRATIONS PAR BANQUE PARTENAIRE

ACTIVITE TENUE DE COMPTES DES PROFESSIONNELS

Dans le but d'asseoir davantage son statut de Tiers de confiance, la CDC a poursuivi ses activités de sensibilisation de la clientèle des professionnels du droit.

La mise en place de supports de communication et d'une large gamme de prestations adaptées aux exigences de chaque corporation, ainsi que l'élaboration d'un modèle de convention de compte et la fixation par décision ministérielle du taux de rémunération des fonds de tiers, ont permis l'ouverture des premiers comptes pour la corporation des huissiers de justice, bien que ceux-ci ne soient pas encore approvisionnés.



CARACTERISTIQUES DES DEPOTS DES PROFESSIONS JURIDIQUES

CONSIGNATIONS

Les consignations restent du fait de l'habitude des usagers encore fortement menés par le Trésor Public qui en avait anciennement la prérogative.

La prise en main par la CDC s'accélère sans toutefois avoir pleinement atteint l'objectif qui est d'inverser le rapport du niveau d'encaissement direct des ressources avec son préposé le Trésor Public.

L'année 2013 est marquée par l'accueil de la première consignation au titre des sommes en déshérence. Au total, on note une nette prédominance de la catégorie des cautions de rapatriement, suivie des cautions douanières crédit d'enlèvement, des cautions électorales et des cautions de mise en liberté provisoire.

	Sommes reçues du Trésor public	Sommes perçues en direct par la CDC	Montant remboursé	Solde début activité jusqu'a fin 2013
Cautions électorales	204 750 000	1 400 000	7 500 000	242 426 989
Cautions de rapatriement	9 606 276 800	0	17 390 000	9 588 886 800
Cautions liberté provisoire	16 830 000	0	0	16 830 000
Cautions douanières crédit d'enlèvement	0	705 918 692	705 918 692	0
Sommes en déshérence	0	7 111 000	0	7 111 000
Total	**9 827 856 800**	**714 429 692**	**730 808 692**	**9 855 254 789**

SEGMENTATION DES CAUTIONNEMENTS

RECOUVREMENT COTISATIONS FNH

Le renforcement, par la signature de l'ordonnance 016/PR/2013, des compétences de la CDC en matière de recouvrement de la cotisation Fond National de l'Habitat (FNH) n'a pas suffi à faciliter l'activité de contrôle auprès des assujettis. Ainsi, le niveau des recouvrements effectués n'a porté que sur trois sociétés intervenant dans les secteurs pétrolier et forestier. Ce niveau de recouvrement ne reflète pas le potentiel envisageable. La CDC réfléchit à une stratégie permettant une plus grande mobilisation de cette ressource.

Les versements spontanés et les recouvrements contentieux provenant de la cotisation relative au FNH constituent à ce jour, avec les cautionnements et les consignations, la principale base de ressources stables susceptibles d'être investies sur de longues maturités sans crainte de décalage Actif-Passif. Les autres ressources de long terme sont issues du processus de transformation des dépôts à vue de la clientèle et des revenus propres dégagés des activités de placement et d'investissement.

Secteur d'activité	Liquidation	Recouvrement	Reste à recouvrer
Exploitation forestière (1)	15 000 000	9 000 000	6 000 000
Services pétroliers (3)	58 155 240	58 155 240	0
Total	**73 155 240**	**67 155 240**	**6 000 000**

RECOUVREMENT FNH : LIQUIDATION ET PAIEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITE

* Les créances FNH 2014 sur le secteur forestier devraient s'apurer sans difficulté au premier trimestre 2014.

DYNAMISATION DES RESSOURCES

(METIERS DE L'ACTIF)

Dans leur volonté d'élargir leurs portefeuilles respectifs, les performances des métiers de l'Actif laissent apparaître un dynamisme constant des opérations d'investissement et de placement, qui contraste avec les réalisations sur le plan physique, notamment les retards observés dans l'avancement du projet Nomba Domaine.

PLACEMENTS

Dans le but d'accomplir sa mission de financement des PME et en l'absence d'instruments propres de financement de la dette des promoteurs privés qui manifestent peu d'engouement pour le financement en fonds propres, la CDC a continué à fournir des ressources au secteur bancaire qui peut ainsi accroître sa capacité à financer le secteur privé.

L'encours total des placements en dépôts à terme auprès de la Banque Gabonaise de Développement (BGD), du groupe Ecobank (Ecobank Gabon et Centrafrique) et d'Orabank a atteint la somme de FCFA 57.543 millions au taux moyen de 5,50% sur des maturités moyennes de 152 jours (cf. tableau ci-après).

La faiblesse du niveau des placements par rapport à la situation à fin décembre 2012 se justifie d'une part par une plus grande volatilité et une forte dégradation des dépôts de la clientèle au 4ème trimestre 2013 ; d'autre part par le souci de réduire les risques d'une trop grande exposition sur certaines contreparties, dans le but de coller aux normes et ratios prudentiels en vigueur.

Banque	Encours DAT (MFCFA)	Taux moyen	Maturité Moyenne
Banque Gabonaise de développement	42 043	5,50%	152 jours
Ecobank	10 500		
Orabank	5 000		
Total	**57 543**		

FINANCEMENTS

Dans le cadre de son appui à la politique publique de l'habitat et du logement, la CDC a accordé un prêt de FCFA 2.500 millions au taux de 5,75% sur 3 ans à la Société Nationale de Gestion et de Construction du Logement Social (SNGCLS), une de ses filiales créée en 2013, en joint-venture avec l'Etat gabonais et la SNI (Société Nationale Immobilière).

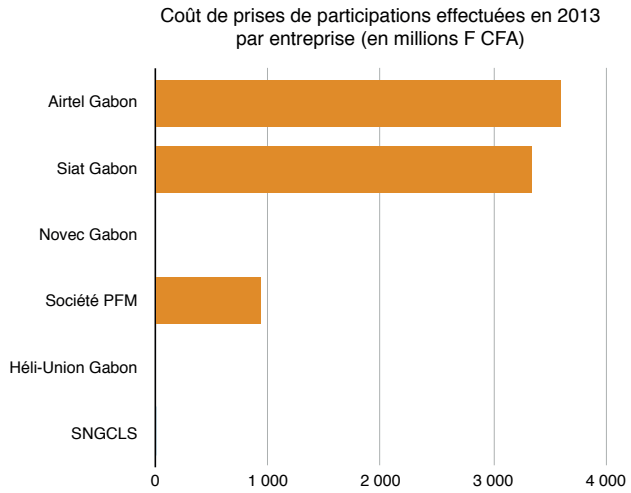
Ce prêt vise le financement des travaux de viabilisation des parcelles de terrain près de la Zone Économique Spéciale (ZES) de NKOK, qui seront revendues aux populations économiquement faibles afin de favoriser leur accessibilité à la propriété foncière.

Les opérations de soutien financier au secteur public ont encore conduit la CDC à octroyer des avances de trésorerie pour un montant cumulé de FCFA 10,5 milliards au Trésor public. De même, un prêt de FCFA 30 milliards a été accordé à l'Etat gabonais en trois tranches de 10 milliards renouvelable chaque trois ans 2012/2015 ; 2016/2019 ; 2020/2023 pour le financement du programme de développement de l'hydraulique villageoise et d'électrification rurale.

PRISES DE PARTICIPATIONS

De par leur ampleur, les opérations conclues courant 2013 se sont traduites par **une augmentation considérable du portefeuille des prises de participation de 30%.** Au total, la valeur du portefeuille des participations affiche le niveau de FCFA 33.000 millions pour 14 filiales.

Il importe de préciser qu'en 2013, l'approbation de chaque opération a nécessité, au-delà de la garantie d'une rentabilité financière et économique, et d'une viabilité sociale et environnementale, qu'elle soit alignée sur les recommandations du diagnostic stratégique à fin 2012, prônant une diversification sectorielle accrue du portefeuille et un rééquilibrage des niveaux d'exposition sur les différentes contreparties.



PRISES DE PARTICIPATIONS EFFECTUEES EN 2013

Secteur d'activité	Nom de l'entreprise	Part du capital	Coût (MFCFA)
Télécommunications	Airtel Gabon	1,15%	3 612
Agroalimentaire	Siat Gabon	3%	3 334
Services d'Ingénierie	Novec Gabon	40%	12
Valorisation du bois	Société PFM	15%	950
Services héliportés	Héli-Union Gabon	2,61%	10
Immobilier	SNGCLS	50%	20
Total			**7 938**

INVESTISSEMENTS REELS

Le portefeuille des actifs réels a enregistré l'acquisition de deux assiettes foncières respectivement de 7 hectares située à AVORBAM et de 1,1 hectare à la SABLIERE. Pour la CDC, ces acquisitions participent de sa stratégie visant à accumuler du foncier urbain et rural, élément stratégique dans l'accomplissement du métier d'aménageur et de développeur des villes et des territoires.

Le projet Nomba Domaine de construction d'une unité de voisinage intégrant les principaux équipements collectifs, ainsi qu'un lotissement pavillonnaire de près de 260 logements et une Marina, sur l'assiette foncière de 24,5 hectares acquise à Pont Nomba présente un taux de réalisation de 20%.

Le chronogramme des actions prévues en 2013 n'a pu être respecté en raison de difficultés diverses dans la conduite du chantier parmi lesquelles la résistance, des populations anciennement résidentes et régulièrement indemnisées à libérer le site, ou encore les délais d'accomplissement de toutes les diligences nécessaires à une sécurisation juridique de la propriété.

REALISATION D'UN LOTISSEMENT SIS AU PONT NOMBA

NOTES

COOPERATION ET PARTENARIATS

4

17 au 22 novembre 2013, visite de **M.Thierno NIANE** DG de la CDC SENEGAL

29 OCT - 1 NOV. 2013 Participation au Forum **du Développement local au Brésil**

19 AVRIL 2013 Participation au 2ème Forum **Mondial des Caisses de dépôt**

11 MARS 2013, visite de **M. Christian BADAUD** de la Direction de la Coopération de la **CDC France**

1. DE GAUCHE À DROITE : **MONSIEUR HASSAN LAAZIRI** ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CDG CAPITAL PRIVATE EQUITY - GROUPE CDG **MONSIEUR ALAIN DITONA MOUSSAVOU** ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL CDC GABON **MONSIEUR MOHAMED ALI BENSOUDA** ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FINEA - GROUPE CDG

2. DE DROITE A GAUCHE : **MONSIEUR CARL NGUEBA BOUTOUNDOU** CAISSIER GÉNERAL CDC GABON, **MONSIEUR NAOUFAL RACHIDI** CAISSIER GÉNÉRAL CDG MAROC

NOTES

PERSPECTIVES 2014

5

- PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
- PRISES DE PARTICIPATIONS
- SECURISATION DU PORTEFEUILLE DES INVESTISSEMENTS

Le Conseil d'Administration 27/12/2013 a fixé les budgets prévisionnels de l'année 2014.

Les hypothèses ci-après ont été retenues :

- **Le Compte d'Exploitation Général**

- Un Total de produits de 9,4 milliards de FCFA identique à celui de 2013 ;
- Des Frais généraux de 6,8milliards de FCFA ;

Un résultat net de 1,7 milliard de FCFA en très nette diminution causée par l'effet de la stagnation des produits conjugué à celui de l'augmentation des charges issues principalement des charges d'emprunts de développement.

- **Les investissements**

Un budget d'investissements arrêté à 926 millions de FCFA.

PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Dans le but d'affirmer son partenariat privilégié avec les Collectivités locales et son statut d'acteur majeur de leur processus de développement, la CDC va dérouler à partir de 2014, un important dispositif de financement et de renforcement des capacités des acteurs locaux. Ce dispositif comprend, la signature de conventions de financement de projet avec des Collectivités locales pilotes ; Dans son volet renforcement des capacités, ce dispositif intègre différentes actions de formation visant d'une part à promouvoir la culture du développement local, et d'autre part à promouvoir la maîtrise des techniques de montage et pilotage des projets, en collaboration avec d'autres institutionnels ainsi que des promoteurs privés oeuvrant en faveur du développement territorial.

PRISES DE PARTICIPATIONS

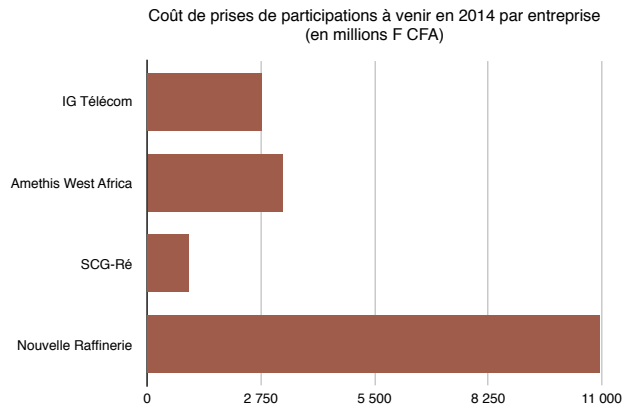
Dans le respect des aménagements apportés à la politique d'investissement en 2012, les participations dont le processus de dues diligences est en cours, visent à consacrer le positionnement de la CDC sur des filières novatrices et porteuses ainsi que la mise en place de dispositifs financiers permettant à la CDC de diversifier son offre de financements adressés aux PME. Ces dernières sollicitent en effet, pour la plupart, prioritairement ou en complément des mises en fonds propres, des véhicules de financement de la dette.

SECURISATION DU PORTEFEUILLE DES INVESTISSEMENTS

Dans le but de mesurer sa contribution à l'économie nationale et de disposer d'instruments avancés d'alerte, la CDC vise la construction d'un modèle économétrique.

Cet outil devrait permettre de sécuriser non seulement le portefeuille des prises de participations, mais plus globalement toutes les expositions de la CDC au sein de l'économie nationale.

Il devrait permettre à la fois un meilleur ajustement de la politique d'investissement, selon l'impact attendu de chaque investissement et les conséquences en cas de chocs sectoriels, mais également participer à la dynamique d'évolution du système statistique national.



LES PARTICIPATIONS EN COURS PORTENT SUR LE SECTEUR SUIVANT

Secteur d'activité	Nom de l'entreprise	Part du capital	Coût (MFCFA)
Télécommunications	IG Télécom	15%	2 775
Financier	Amethis West Africa	12,5%	3 280
Réassurance	SCG-Ré	8%	1 000
Raffinage	Nouvelle Raffinerie	5%	10 950

NOTES

$3,000
$2,000
$1,000
$0
1999
2000
2001
2002
2003
2006
2007
CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS
Le partenaire économique de long terme

SITUATION FINANCIERE ET COMPTABLE

6

- RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- ETATS FINANCIERS AU 31/12/2013

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ETATS FINANCIERS ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDC), nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

Le contrôle des états financiers annuels de la CDC établis en FCFA, tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir des capitaux propres de FCFA 41.394 millions, y compris un résultat bénéficiaire, pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2013, s'élevant à FCFA 5.195 millions.

Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 avril 2014. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états.

Deloitte.

1. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables au Gabon, dans le cadre des dispositions des articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE et de l'Acte CEMAC 11/01 du 5 décembre 2001. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous devons formuler la réserve suivante :
Dans notre rapport général daté du 20 mai 2013 relatif aux états financiers annuels 2012, nous avions formulé la réserve suivante, concernant la régularisation des suspens bancaires et des comptes d'attentes au 31 décembre 2012 : Conformément aux traités de transfert du 18 février 2011, la CDC avait repris la balance générale des comptes de l'ACCD arrêtée le 18 février 2011, intégrant notamment :

- Le compte bancaire « nostro » domicilié à la BEAC sous le n° 56010000000-25 ;

- Les comptes d'attente et de passage relatifs aux opérations de compensation et autres écritures liées au compte BEAC ci-dessus.

Une analyse des suspens bancaires sur le compte BEAC a été engagée depuis le début de l'exercice 2012 par les services comptables et financiers de la CDC, afin d'identifier et de régulariser les opérations comptables ayant généré ces suspens, relatif à la période antérieure aux rapports de l'ACCD à la CDC en date du 18 février 2011.

Une première partie des écritures (« régularisation partielles ») avait été comptabilisée en date du 18 février 2011, relativement aux régularisations identifiées sur les comptes d'attente, avec un impact en contrepartie sur le compte bancaire BEAC.Les services financiers et comptables de la CDC avaient décidé d'isoler au 31 décembre 2012 au débit d'un compte d'attente :
« 4666100000-15 Ecart de comptabilisation ACCD », le montant de FCFA 11.246 millions imputable au suspens hérités de l'activité de l'ex- ACCD, afin de pouvoir établir un rapprochement bancaire au 31 décembre 2012 entre le solde bancaire BEAC et le solde du compte BEAC chez la CDC (compte « nostro » suivi dans Deltabank).

A la date de notre rapport général daté du 20 mai 2013 au titre de l'exercice 2012, les analyses de cet écart résiduel de FCFA 11.246 millions etaient toujours en cours et devaient se poursuivre sur l'exercice 2013, avec l'assistance d'une « task force » dédiée mise en place sur la CDC afin de :

- Analyser, justifier et proposer les apurements comptables nécessaires pour régulariser les suspens restant à dénouer au 31 décembre 2012.

- Suivre la bonne comptabilisation sur 2013 des écritures de régularisation identifiées à fin 2012 et restant à apurer sur 2013.

La situation précédemment décrite à fin 2012 a évolué comme suit au cours de l'exercice 2013 et jusqu'à la date du présent rapport :

Les comptes internes à forte volumétrie de compensation présentent des écritures comptables non lettrées à fin 2013 (de même qu'à fin 2012) essentiellement générées par le paramétrage actuel dans Delta dont les écritures de dénouement ne s'exécutent pas de façon satisfaisante.

Par ailleurs, l'apurement du solde débiteur du compte : « 4666100000-15 Ecart comptabilisation ACCD » (soit MFCFA 11.246 à fin 2012) a été effectué au cours de l'exercice 2013 pour l'essentiel par des écritures de régularisation manuelles, ayant pour contrepartie le compte de compensation libellé « Valeurs non imputées », générant ainsi des suspens au débit dudit compte de compensation qui présente un solde débiteur de MFCFA 17.644 à fin 2013.

Par conséquent et compte tenu de la situation décrite ci-dessus, l'impact éventuel des régularisations comptables restant à effectuer sur les suspens bancaires et les comptes d'attente, sera traduit dans les états financiers annuels de l'exercice 2014.

Sous la réserve ci-dessus formulée, relative aux suspens bancaires et aux comptes d'attente à régulariser, nous certifions que les états financiers annuels, établis selon les principes comptables de l'Acte Uniforme OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CDC à la fin de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

2. VERIFICATION ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Gabon aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle de la réserve formulée au §1- ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration

Libreville, le 29 avril 2014

Deloitte Touche Tohmatsu
Tél. (241) 77 21 42/43 74 41 93
Fax. (241) 74 41 92
BP. 4860 - LIBREVILLE
NIF 793 742 T

Deloitte Touche Tohmatsu
Le Commissaire aux comptes

Nicolas Balesme
Associé - Expert-comptable agréé Cémac

ETATS FINANCIERS

BILAN - SYSTEME NORMAL

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : RUE JEAN NDENDE, IMMEUBLE ORCHIDIA LIBREVILLE BP : 8820

Numéro Contribuable : 793 485 N **Exercice clos le 31/12/2013** **Durée en mois : 12**

Réf.	ACTIF	2 013			2 012
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	**Charges immobilisées**				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	**Immobilisations incorporelles**	679 058 148	445 788 605	233 269 543	367 341 335
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	679 058 148	445 788 605	233 269 543	367 341 335
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	**Immobilisations corporelles**	14 319 701 664	669 372 664	13 650 329 000	5 671 006 373
AJ	Terrains	11 927 770 500		11 927 770 500	4 164 210 000
AK	Bâtiments	940 843 653		940 843 653	663 127 966
AL	Installations et agencements	633 013 959	265 208 486	367 805 473	403 598 330
AM	Matériel	490 224 398	191 558 806	298 665 592	275 440 619
AN	Matériel de transport	327 849 154	212 605 372	115 243 782	164 629 458
AP	**Avances et acomptes versés sur immobilisations**				
AQ	**Immobilisations financières**	40 042 946 596		40 042 946 596	40 296 578 660
AR	Titres de participation	35 863 000 892		35 863 000 892	23 506 296 242
AS	Autres immobilisations financières	4 179 945 704		4 179 945 704	16 790 282 418
AW	(1) dont H.A.O. : Brut NEANT NEANT Net NEANT NEANT				
AZ	**TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)**	55 041 706 408	1 115 161 269	53 926 545 139	46 334 926 368
	ACTIF CIRCULANT				
BA	**Actif circulant H.A.O.**				
BB	**Stocks**				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements				
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	**Créances et emplois assimilés**	57 440 926 779	644 260 696	56 796 666 083	93 501 346 092
BH	Fournisseurs, avances versées				
BI	Clients	28 185 927 908		28 185 927 908	93 501 346 092
BJ	Autres créances	29 254 998 871	644 260 696	28 610 738 175	
BK	**TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)**	57 440 926 779	644 260 696	56 796 666 083	93 501 346 092
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	54 002 360 358		54 002 360 358	101 865 305 198
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, Chèques postaux, Caisses	15 900 862 157		15 900 862 157	15 980 787 522
BT	**TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)**	69 903 222 515		69 903 222 515	117 846 092 720
BU	**Ecarts de conversion-Actif (IV)** (perte probable de change)	114 634 558		114 634 558	47 787 582
BZ	**TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)**	182 500 490 260	1 759 421 965	180 741 068 295	257 730 152 762

BILAN - SYSTEME NORMAL

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : RUE JEAN NDENDE, IMMEUBLE ORCHIDIA LIBREVILLE BP : 8820

Numéro Contribuable : 793 485 N **Exercice clos le 31/12/2013** **Durée en mois : 12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	2 013	2 012
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	10 000 000 000	10 000 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	**Primes et Réserves**	3 519 979 789	1 910 884 850
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion (d'émission)		
CE	Ecarts de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	160 909 493	
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau (+ ou -)	3 359 070 296	1 910 884 850
CI	**Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)**	5 195 198 730	1 609 094 939
CK	**Autres capitaux propres**	22 679 123 536	14 364 576 926
CL	Subventions d'investissement	174 239 366	843 516 618
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	22 504 884 170	13 521 060 308
CP	**TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)**	41 394 302 055	27 884 556 715
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges	214 598 698	28 547 582
DE	(1) dont H.A.O. : NEANT NEANT		
DF	**TOTAL DETTES FINANCIERES (II)**	214 598 698	28 547 582
DG	**TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)**	41 608 900 753	27 913 104 297
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées		
D I	Clients, avances reçues	103 382 700 723	117 809 688 679
DJ	Fournisseurs d'exploitation	164 450 188	382 147 986
DK	Dettes fiscales	22 187 337	49 039 340
DL	Dettes sociales	60 344 560	87 741 736
DM	Autres dettes	35 383 214 193	111 469 172 690
DN	Risques provisionnés		
DP	**TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)**	139 012 897 001	229 797 790 431
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	119 270 541	18 034
DT	**TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)**	119 270 541	18 034
DU	**Ecarts de conversion-Passif (V)** (gain probable de change)		19 240 000
DZ	**TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)**	180 741 068 295	257 730 152 762

ETATS FINANCIERS

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS
Adresse : RUE JEAN NDENDE, IMMEUBLE ORCHIDIA LIBREVILLE BP : 8820
Numéro Contribuable : 793 485 N Exercice clos le 31/12/2013 Durée en mois : 12

B - COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	Charges	2 013	2 012
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		
RB	– Variation de stocks (- ou +)		
	(Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	– Variation de stocks (- ou +)		
	(Marges brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	115 099 175	124 007 437
RH	– Variation de stocks (- ou +)		
RI	Transports	108 764 265	98 489 914
RJ	Services extérieurs	1 455 479 962	1 940 509 810
RK	Impôts et taxes	28 624 932	13 521 084
RL	Autres charges	12 000 000	183 336 576
	(Valeur ajoutée voir TN)		
RP	Charges de personnel (I)	1 666 007 511	1 741 755 502
	(I) dont personnel extérieur : 0 / 2 076 500		
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	711 659 402	759 048 565
RW	**Total des charges d'exploitation**	**4 097 635 247**	**4 860 668 888**
	(Résultat d'exploitation voir TX)		
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
SA	Frais financiers	64 217 809	169 259 308
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		28 547 582
SF	**Total des charges financières**	**64 217 809**	**197 806 890**
	(Résultat financier voir UG)		
SH	**Total des charges des activités ordinaires**	**4 161 853 056**	**5 058 475 778**
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		186 000 000
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.	112 261 447	
SO	**Total des charges H.A.O.**	**112 261 447**	**186 000 000**
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat		
SS	**Total participation et impôts**		
ST	**TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES**	**4 274 114 503**	**5 244 475 778**
	(Résultat net voir UZ)		

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS
Adresse : RUE JEAN NDENDE, IMMEUBLE ORCHIDIA LIBREVILLE BP : 8820
Numéro Contribuable : 793 485 N Exercice clos le 31/12/2013 Durée en mois : 12

B - COMPTE DE RESULTAT - SYSTEME NORMAL

Réf.	Produits			2 013	2 012
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION				
TA	Ventes de marchandises				
TB	**MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES**				
TC	Ventes de produits fabriqués				
TD	Travaux, services vendus			202 359 413	201 166 603
TE	Production stockée ou déstockage (+ ou -)				
TF	Production immobilisée				
TG	**MARGE BRUTE SUR MATIÈRES**	202 359 413	201 166 603		
TH	Produits accessoires				
TI	**CHIFFRE D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TD + TH)**	202 359 413	201 166 603		
TJ	(1) dont à l'exportation /				
TK	Subventions d'exploitation			500 000 000	471 657 629
TL	Autres produits			1 931 846 372	125 361 051
TN	**VALEUR AJOUTÉE**	914 237 451	-1 561 679 538		
TQ	**EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION**	-751 770 060	-3 303 435 040		
TS	Reprises de provisions et d'amortissements			565 330 782	774 052 578
TT	Transferts de charges				
TW	**Total des produits d'exploitation**			**3 199 536 567**	**1 572 237 861**
TX	**RÉSULTAT D'EXPLOITATION** Bénéfice (+) ; Perte (–)	-898 098 680	-3 288 431 027		
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE				
UA	Revenus financiers			5 915 617 923	4 399 817 006
UC	Gains de change				
UD	Reprises de provisions				
UE	Transferts de charges				
UF	**Total des produits financiers**			**5 915 617 923**	**4 399 817 006**
UG	**RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -)**	5 851 400 114	4 202 010 116		
UH	**Total des produits des activités ordinaires**			**9 115 154 490**	**5 972 054 867**
UI	**RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (I) (+ ou -)**	4 953 301 434	913 579 089		
UJ	(I) dont impôt correspondant				
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)				
UK	Produits des cessions d'immobilisations				186 000 000
UL	Produits H.A.O.			55 074 490	170 556 517
UM	Reprises H.A.O.			299 084 253	524 959 333
UN	Transferts de charges				
UO	**Total des produits H.A.O.**			**354 158 743**	**881 515 850**
UP	**RÉSULTAT H.A.O. (+ ou –)**	241 897 296	695 515 850		
UT	**TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS**			**9 469 313 233**	**6 853 570 717**
UZ	**RÉSULTAT NET** Bénéfice (+) ; Perte (–)	5 195 198 730	1 609 094 939		

Numéro Contribuable : 793 485 N — CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS — Exercice clos le 31/12/2013

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G)

- Charges décaissables restantes
+ Produits encaissables restants

			E.B.E	-751 770 060
(SA) Frais financiers	64 217 809	(TT)	Transferts de charges d'expoitation	
(SC) Pertes de change		(UA)	Revenus financiers	5 915 617 923
(SL) Charges H.A.O		(UE)	Transferts de charges financières	
(SQ) Participation des travailleurs		(UC)	Gains de change	
(SR) Impôts sur résultat		(UL)	Produits H.A.O	55 074 490
		(UN)	Transferts de charges financières H.A.O	
Total (I)	**64 217 809**		**Total (II)**	**5 218 922 353**

CAFG : Total (II) - Total (I) =	5 154 704 544	(N - 1)	1 097 679 175

AUTOFINANCEMENT (A.F)

AF =	CAFG	—	Distribution de dividendes dans l'exercice (1)			
AF =	5 154 704 544	—		=	5 154 704 544	(N - 1) 1 097 679 175

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E)

Var. B.F.E = Var. Sotocks(2) + Var. Créances(2) + Var. Dettes circulantes(2)

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières		ou	
(BE) En cours		ou	
(BF) Produits fabriqués		ou	
(A)Variation globale nette des stocks		ou	

Variation des créances : N - (N-1)	Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées		ou	
(BI) Clients		ou	65 315 418 184
(BJ) Autres créances	28 677 585 151	ou	
(B)Variation globale nette des créances		ou	**36 637 833 033**

Variation des des dettes circulantes : N - (N-1)	Emplois Diminution (-)		Ressources Augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	14 426 987 956	ou	
(DJ) Fournisseurs d'expoitation	217 697 798	ou	
(DK) Dettes fiscales	26 852 003	ou	
(DL) Dettes sociales	27 397 176	ou	
(DM) Autres dettes	76 105 198 497	ou	
(DN) Risques provisionnés		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	**90 804 133 430**	ou	
VARIATION DU B.F.E = (A) + (B) + (C)	**54 166 300 397**	ou	

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	2 013	2 012
Excédent brut d'exploitation	-751 770 060	-3 303 435 040
- Variation du B.F.E (- si emplois; + si ressources) (- ou +)	-54 166 300 397	136 267 896 757
- Production immobilisée		
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	**-54 918 070 457**	**132 964 461 717**

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes
(2) A l'exclusion des éléments H.A.O

Numéro Contribuable : 793 485 N — Exercice clos le 31/12/2013

CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

REF		2 013 Emplois	2 013 Ressources	2 012 (E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (Augmentations dans l'exercice)			
	Croissance interne			
FB	Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles	74 032 401		-605 025 747
FC	Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	8 285 017 848		-5 848 683 816
	Croissance externe			
FD	Acquisitions-Cessions d'immobilisations financières	12 358 304 650	12 525 849 738	**-23 909 308 301**
FF	**INVESTISSEMENT TOTAL**	**20 717 354 899**	**12 525 849 738**	**-30 363 017 864**
FG	**II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : var. B.F.E)**	**54 166 300 397**		**136 267 896 757**
FH	**A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)**	**74 883 655 296**	**12 525 849 738**	**105 904 878 893**
FI	**III. EMPLOIS / RESSOURCES (B.F. H.A.O.)**			
FJ	**IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)**			
	Remboursements selon échéancier des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	**B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER**	74 883 655 296	12 525 849 738	105 904 878 893
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G (Ressources)		5 154 704 544	1 097 679 175
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			10 000 000 000
FN	Subventions d'investissement		9 140 978 302	843 516 618
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts(2)			
FR	Autres dettes financières(2)			
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	**C. RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT**		14 295 682 846	**11 941 195 793**
FT	**D. EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)**		**-48 062 122 712**	**117 846 074 686**
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
FU	Trésorerie nette à la clôture de l'exercice + ou -	69 783 951 974		-117 846 074 686
FV	Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice + ou -	117 846 074 686		
FW	**Variation Trésorerie (+ si Emploi ; - si Ressources)**		**-48 062 122 712**	**-117 846 074 686**
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota: I, IV, VII: en termes de flux; II, III, VIII: différences "Bilantielles"

CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois		Ressources
Variation du fonds de roulement (Fdr) :	FdR(N) - Fdr (N-1)		ou	6 104 177 685
Variation du B.F global (B.F.G) :	BFG(N) - BFG (N-1)	54 166 300 397	ou	
Variation de la trésorerie (T) :	T(N) - T(N-1)		ou	48 062 122 712
	TOTAL	**54 166 300 397**	=	**54 166 300 397**

NOTES

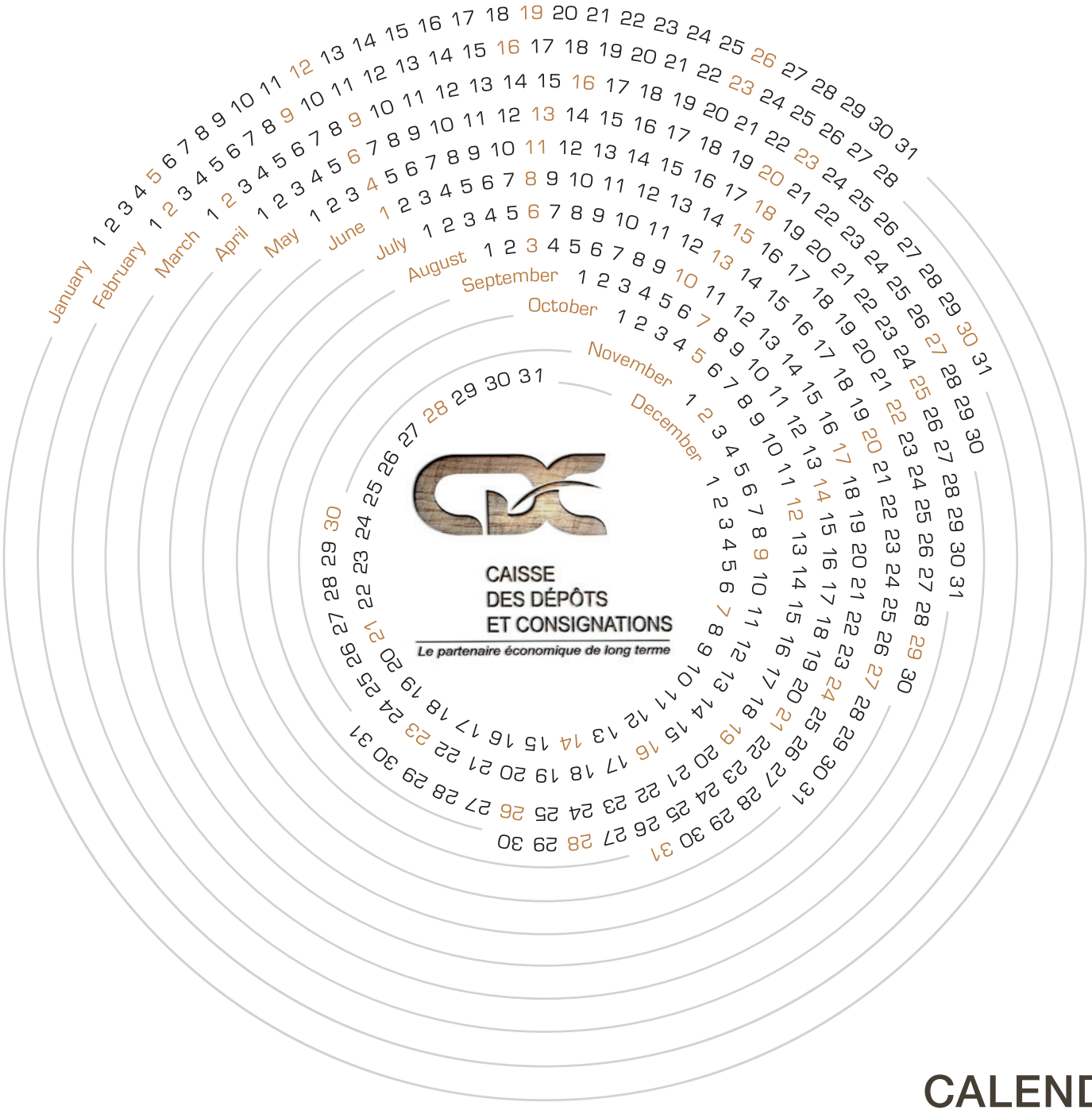
EDITION
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION GÉNÉRALE

CONTACT PRESSE
SERVICE COMMUNICATION ET MARKETING
JUILLET 2014

CRÉDITS PHOTOS
SHUTTERSTOCK - ART MÉDIA - AGNEX

CRÉATION GRAPHIQUE
MOD 2 COM

ETABLISSEMENT PUBLIC AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DOTATION DE DIX MILLIARDS DE FRANCS CFA
SIÈGE SOCIAL : IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDENDE
B.P. 8820 LIBREVILLE TELEPHONE : (+241) 77 01 12 - 06 79 29 28 TELECOPIE : (+241) 01 77 01 62
WWW.CDC-GABON.GA



CALENDRIER 2014